

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 603

[S - C - 97/29057]

**20 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française créant le Conseil général des Hautes Ecoles en application de l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 79;

Vu le protocole du 5 décembre 1996 de la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire;

Vu le protocole du 12 décembre 1996 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics, provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 25 novembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 2 décembre 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il y a lieu de créer le Conseil général des Hautes Ecoles pour le 31 décembre 1996 au plus tard, conformément à l'article 79 du décret du 5 août 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 décembre 1996, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 1997,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Composition*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Conseil général des Hautes Ecoles est composé de vingt-huit membres qui se répartissent comme suit :

1<sup>o</sup> quatorze directeurs-présidents et représentants des pouvoirs organisateurs dont :

a) trois présentés par le Gouvernement de la Communauté française agissant en tant que représentant du pouvoir organisateur de l'enseignement de la Communauté française;

b) quatre présentés par l'organisation représentative des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné;

c) six présentés par l'organisation représentative des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel;

d) un présenté par l'organisation représentative des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel;

2<sup>o</sup> six représentants des membres du personnel des Hautes Ecoles présentés par les organisations syndicales représentatives;

3<sup>o</sup> quatre représentants des étudiants présentés par les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire;

4<sup>o</sup> quatre représentants des milieux sociaux présentés par les organisations syndicales interprofessionnelles et les organisations patronales.

Chaque membre du Conseil général des Hautes Ecoles a un suppléant.

**Art. 2.** Les membres effectifs et suppléants du Conseil général des Hautes Ecoles sont désignés par le Gouvernement sur une liste double présentée par chacun des groupes concernés.

Le Gouvernement désigne les membres tant effectifs que suppléants, de manière telle qu'une parité existe entre les deux grandes tendances idéologiques.

**Art. 3.** Le mandat des membres effectifs et suppléants visés aux points 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> est de cinq ans, renouvelable.

Le mandat des membres effectifs et suppléants visés au point 3<sup>o</sup> de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> est d'un an, renouvelable.

**Art. 4.** Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant, désigné conformément aux articles 1 et 2, achève le mandat de son prédécesseur.

**Art. 5.** Selon des modalités prévues dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 8, le président et le vice-président du Conseil général sont élus pour cinq ans par les membres du Conseil général parmi les membres visés au point 1<sup>o</sup> de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup>, dans le respect de la parité entre les deux grandes tendances idéologiques.

**Art. 6.** Assistent aux réunions du conseil général, avec voix consultative :

1<sup>o</sup> le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions et le Directeur général de l'enseignement supérieur ou leur délégué;

2<sup>o</sup> les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles.

CHAPITRE II. — *Missions*

**Art. 7.** Outre les missions qui lui sont confiées par une loi, un décret, un arrêté ou toute disposition réglementaire prise en vertu de ceux-ci, le Conseil général remet au Gouvernement un avis, pour le 30 juin 1997 au plus tard, sur l'organisation, les modalités de composition et de nomination des membres, les compétences et le fonctionnement de conseils supérieurs par catégorie et/ou par type d'enseignement ainsi que de commissions spécialisées.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

**Art. 8.** Le Conseil général élabore son règlement d'ordre intérieur. Il le soumet, ainsi que ses modifications éventuelles ultérieures, pour approbation au Gouvernement.

**Art. 9.** Le Conseil général se réunit à la demande, soit de son président ou de son vice-président, soit d'au moins un tiers des membres ayant voix délibérative, soit du Gouvernement. Il se réunit cinq fois par an au moins.

**Art. 10.** Le Président, ou en son absence le vice-président, convoque les membres au moins dix jours ouvrables avant la réunion, par écrit. L'ordre du jour de la réunion et le procès-verbal de la réunion précédente sont transmis en même temps que la convocation.

**Art. 11.** Le Conseil général ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

**Art. 12.** Tout avis fait l'objet d'un vote.

Le Conseil général décide à la majorité des deux tiers des membres présents. La majorité absolue est en outre requise séparément, d'une part pour l'ensemble des membres présents visés au point 1°, *a*, *b* et *d*, de l'alinéa 1er de l'article 1<sup>er</sup> ou leur suppléant, d'autre part pour l'ensemble des membres présents visés au point 1°, *c*, de l'alinéa 1er de l'article 1er ou leur suppléant.

Des notes de minorité peuvent être jointes aux avis.

**Art. 13.** Le Conseil général constitue un bureau qui assure la préparation du travail. Ce bureau est composé du président, du vice-président, d'un membre de chacune des sous-catégories de membres visées aux lettres *a*, *b*, *c* du point 1° de l'alinéa 1er de l'article 1er et d'un membre de chacune des catégories de membres visées aux points 2°, 3° et 4° de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup>.

Le Conseil général veille à ce que son bureau soit composé de manière telle qu'il existe une parité entre les deux grandes tendances idéologiques.

**Art. 14.** Le Gouvernement met à la disposition du Conseil général le personnel nécessaire pour en assurer le secrétariat.

Ce personnel est choisi parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement de la Communauté française. Il assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil général.

**Art. 15.** Le Conseil général se réunit dans les locaux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation.

**Art. 16.** Les avis rendus par le Conseil général sont transmis au Gouvernement par le secrétariat.

**Art. 17.** Un rapport annuel sur le fonctionnement et les activités du Conseil général est transmis au Gouvernement et au Conseil de la Communauté française.

**Art. 18.** Les membres du Conseil général bénéficient d'indemnités pour frais de séjour et du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de la Communauté française de rang 12.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoire et finales*

**Art. 19.** L'arrêté royal du 15 juin 1984 modifiant l'organisation des Conseils supérieurs et du Conseil permanent de l'Enseignement supérieur, ayant le français pour langue d'enseignement, et organisant leur fonctionnement, est abrogé.

**Art. 20.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 décembre 1996.

**Art. 21.** Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 janvier 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 603

IS - C - 97/290571

20 JANUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Algemene Raad voor Hogescholen ter uitvoering van artikel 79 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, inz. op artikel 79;

Gelet op het protocol van 5 december 1996 over het overleg met de op universitair vlak erkende representatieve studentenverbonden;

Gelet op het protocol van 12 december 1996 van Sector-comité IX en van het Comité voor provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 25 november 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 6 december 1996;

Gelet op de dringende noodzaak om de Algemene Raad voor Hogescholen uiterlijk voor 31 december 1996 op te richten overeenkomstig artikel 79 van het decreet d.d. 5 augustus 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 december 1996, ter uitvoering van artikel 84, lid 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 januari 1997,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Samenstelling

**Artikel 1.** De Algemene Raad voor Hogescholen bestaat uit achtentwintig leden die als volgt worden verdeeld :

1° veertien directeurs-voorzitters en vertegenwoordigers van de inrichtende machten waaronder :

a) drie voorgedragen door de Regering van de Franse Gemeenschap die als vertegenwoordiger van de inrichtende macht van het onderwijs van de Franse Gemeenschap handelen;

b) vier voorgedragen door de representatieve organisatie van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

c) zes voorgedragen door de representatieve organisatie van de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij onderwijs van confessionele aard;

d) een voorgedragen door de representatieve organisatie van de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij onderwijs van niet-confessionele aard;

2° zes vertegenwoordigers van de personeelsleden van de Hogescholen voorgedragen door de representatieve vakbonden;

3° vier vertegenwoordigers van de studenten voorgedragen door de op communautair vlak erkende representatieve studentenverbonden;

4° vier vertegenwoordigers van de sociale kringen voorgedragen door de interprofessionele vakverenigingen en werkgeversverbonden. Elk lid van de Algemene Raad voor de Hogescholen heeft een plaatsvervanger.

**Art. 2.** De werkende leden en plaatsvervangers van de Algemene Raad voor de Hogescholen worden door de Regering aangesteld op een door elke betrokken groep voorgedragen dubbele lijst. De Regering stelt zowel de werkende leden als de plaatsvervangers aan, zodat er pariteit bestaat tussen de twee grote ideologische stromingen.

**Art. 3.** Het mandaat van de in punten 1°, 2° en 4° van lid 1 van artikel 1 bedoelde werkende leden en plaatsvervangers duurt vijf jaar en is hernieuwbaar. Het mandaat van de in punt 3° van lid 1 van artikel 1 bedoelde werkende leden en plaatsvervangers duurt een jaar en is hernieuwbaar.

**Art. 4.** Elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat verantwoordde, wordt vervangen. De overeenkomstig de artikelen 1 en 2 aangestelde plaatsvervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 5.** Volgens voorwaarden bepaald in het in artikel 8 bedoelde huishoudelijk reglement worden de voorzitter en de ondervoorzitter van de Algemene Raad voor vijf jaar verkozen door de leden van de Algemene Raad onder de in punt 1° van lid 1 van artikel 1 bedoelde leden met inachtneming van de pariteit tussen de twee grote ideologische stromingen.

**Art. 6.** Wonen de vergaderingen van de Algemene Raad bij met adviserende stem :

1° de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort en de Directeur-generaal van het hoger onderwijs of hun afgevaardigde;

2° de Regeringscommissarissen bij de Hogescholen.

#### HOOFDSTUK II. — Optrachten

**Art. 7.** Behoudens de opdrachten die de Algemene Raad worden toevertrouwd door een wet, een decreet, een besluit of om het even welke reglements bepaling die krachtens ervan werd genomen, maakt bedoelde Raad aan de Regering uiterlijk voor 30 juni 1997 een advies over omtrent de samenstellings- en benoemingsvoorwaarden van de leden, de bevoegdheden en de werking van de hoge raden per categorie en/of per onderwijstype, alsmede de gespecialiseerde commissies.

#### HOOFDSTUK III. — Werking

**Art. 8.** De Algemene Raad werkt zijn huishoudelijk reglement uit. Hij legt het, alsmede de eventuele latere wijzigingen ervan aan de Regering ter goedkeuring voor.

**Art. 9.** De Algemene Raad komt bijeen op vraag ofwel van zijn voorzitter of ondervoorzitter ofwel van ten minste een derde van de stemgerechtigde leden, ofwel van de Regering. Hij vergadert minstens vijf keer per jaar.

**Art. 10.** De Voorzitter, of in zijn afwezigheid, de Ondervoorzitter roept ten minste tien werkdagen vóór de vergadering de leden schriftelijk op. De agenda van de vergadering en de notulen van de vorige vergadering worden samen met de oproepingsbrief verstuurd.

**Art. 11.** De Algemene Raad beraadslaagt op geldige wijze pas wanneer de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

**Art. 12.** Elk advies is het voorwerp van een stemming. De Algemene Raad beslist met een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden. De absolute meerderheid is bovendien vereist afzonderlijk enerzijds voor het geheel van de in punt 1°, a, b en d van lid 1 van artikel 1 bedoelde aanwezige leden of hun plaatsvervangers, anderzijds voor het geheel van de in punt 1°, c, van lid 1 van artikel 1 bedoelde aanwezige leden of hun plaatsvervangers. Minderheidsnota's mogen bij de adviezen worden gevoegd.

**Art. 13.** De Algemene Raad stelt een bureau samen dat voor de voorbereiding van het werk moet zorgen. Dit bureau bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter, een lid van elke subcategorie van in de littera's a), b), c) van punt 1° van lid 1 van artikel 1 bedoelde leden en een lid van elke subcategorie van in de punten 2°, 3° en 4° van lid 1 van artikel 1 bedoelde leden. De Algemene Raad zorgt ervoor dat het bureau ervan zodanig wordt samengesteld dat er tussen de twee grote ideologische stromingen pariteit bestaat.

**Art. 14.** De Regering stelt ter beschikking van de algemene raad het nodige personeel om voor het secretariaatswerk te zorgen. Dit personeel wordt onder de personeelsleden van niveau 1 van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap gekozen. Het woont met adviserende stem de vergadering van de Algemene Raad bij.

**Art. 15.** De Algemene Raad komt bijeen in de lokalen van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Verming.

**Art. 16.** De door de Algemene Raad uitgebrachte adviezen worden aan de Regering door het secretariaat overgemaakt.

**Art. 17.** Een jaarlijks verslag over de werking en de werkzaamheden van de Algemene Raad wordt aan de Regering en aan de Raad van de Franse Gemeenschap overgemaakt.

**Art. 18.** De leden van de Algemene Raad genieten het voordeel van vergoedingen voor verblijfskosten en de terugbetaling van hun vervoerkosten onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap van rang 12.

#### HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 19.** Het koninklijk besluit van 15 juni 1984 tot wijziging van de organisatie van de Hoge Raden en van de Vaste Raad voor het Hoger Onderwijs met het Frans als onderwijstaal en tot regeling van haar werking, wordt opgeheven.

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking op 15 december 1996.

**Art. 21.** De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 20 januari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

F. 97 — 604

[S - C - 29129]

#### 13 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 22 octobre 1996;

Vu le protocole n° 161 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 23 octobre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, modifié par les lois des 15 octobre 1991, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'obligation d'assurer la continuité du service public et la nécessité subséquente de pouvoir procéder à des désignations en fonction supérieure selon des principes prenant en considération les dispositions du statut en vigueur;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 décembre 1996 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 janvier 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- « le Ministre » : le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions;
- « fonction supérieure » : toute fonction correspondant à un emploi prévu au cadre du personnel d'un grade au moins équivalent à celui dont l'agent est revêtu et auquel est attachée une échelle de traitement plus avantageuse;
- « arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 » : arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, le niveau immédiatement inférieur à chaque niveau visé à l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996, est le suivant :

- niveau 1 : niveau 2 + et niveau 2;
- niveau 2 + : niveau 2;
- niveau 2 : niveau 3;
- niveau 3 : niveau 4.